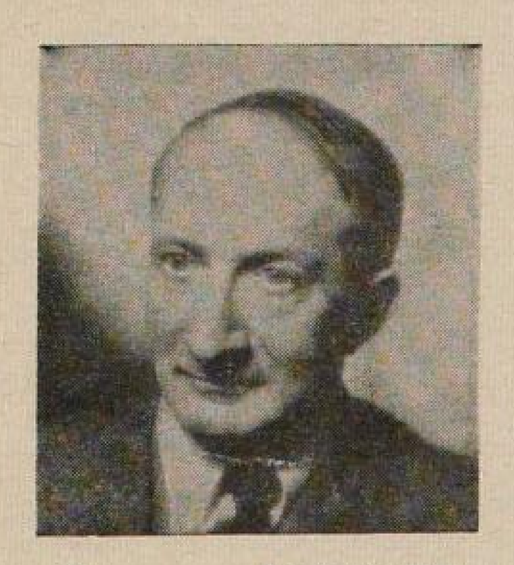
ELECTIONS LEGISLATIVES (Scrutin du 23 Juin 1968)

3E CIRCONSCRIPTION



Georges BONNET



Alain-Paul BONNET

Mesdames, mes chers Concitoyens et Amis,

Il y a quinze mois vous m'avez élu, ainsi que mon suppléant Alain BONNET, député de votre circonscription, par une majorité massive.

Aujourd'hui, **à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République,** je suis à nouveau candidat et je vous demande de me manifester votre confiance en déposant un bulletin où seront réunis mon nom et celui de mon suppléant : **toute rature rendrait le bulletin nul.**

POURQUOI CETTE DISSOLUTION ?

Depuis dix ans, le Gouvernement mène une politique qui a plus que doublé le chiffre de nos dépenses et qui a entraîné une récession économique d'une gravité extrême, la fermeture des usines, l'absence d'emplois pour les jeunes, le chômage, la misère paysanne avec une dépopulation des campagnes qui ne cesse de s'accroître.

Je n'ai cessé de dénoncer ces périls. Je vous écrivais dans mon programme, il y a un an : « Il importe de diminuer nos dépenses improductives et d'économiser les milliards destinés inutilement à des armements nucléaires hors d'usage quand ils sont réalisés, et aussi les milliards gaspillés au profit d'Etats qui ne nous en manifestent aucune reconnaissance. »

Mais le Pouvoir n'a entendu ni les appels du Parlement, ni ceux des Maires et des Conseillers Généraux, ni ceux des Syndicats et Associations professionnelles. Et c'est ainsi qu'a éclaté la crise dont a souffert la France et qui était à prévoir. **Car lorsque le Parlement est réduit à l'impuissance, c'est la rue qui parle et qui commande.**

C'est le 2 mai que commença la révolte des étudiants, désespérés de ne trouver aucun emploi à la fin de leurs études.

Elle ne cessa de grandir : il y eut des milliers de blessés. Le Gouvernement fit alors droit, le 13 mai, à toutes les demandes des étudiants qu'il avait d'abord repoussées. Mais les travailleurs excédés, constatant la capitulation du Pouvoir devant la violence, faisaient alors la grève générale qui paralysait le pays. Durant cette période le Chef de l'Etat et le Premier Ministre étaient en voyage avec le Ministre des Affaires Etrangères qui aurait été parfaitement qualifié pour les représenter s'ils étaient rentrés à Paris.

Ils restèrent absents près de deux semaines.

Et c'est ainsi que les conversations avec les syndicats ne s'engagèrent qu'après un long délai et que l'appel du Chef de l'Etat ne fut prononcé que le 29 mai, avec quinze jours de retard.

Si le Pouvoir n'avait pas opposé depuis des années un refus dédaigneux aux espoirs justifiés des travailleurs, si au début de la crise il avait accepté d'engager le dialogue et fait appel au patriotisme des Français, la France n'aurait pas connu les heures difficiles qu'elle a vécues.

Le Parlement n'a, dans cette crise, aucune responsabilité, puisque toutes ses initiatives ont été repoussées. La dissolution, telle qu'elle a été décrétée, était le seul moyen pour le Gouvernement de sauver la face. Telle est la vérité.

« Le Gouvernement est seul responsable de la crise que nous avons subie. »

Ce jugement sévère n'a pas été porté seulement par des hommes de l'opposition. **Ce sont les leaders de la majorité eux-mêmes, M. CAPITANT, M. PISANI, qui l'ont proclamé,** allant même jusqu'à donner leur démission de député, **tandis que M. GISCARD D'ESTAING disait « Le Gouvernement Pompidou doit partir ».**

M. POMPIDOU a fini par le comprendre, puisqu'il a liquidé lui-même quelques-uns de ses Ministres. Mais il est évident que ce n'est pas ce replâtrage que le pays attendait. Le Pays condamnait les mensonges de la Radio-Télévision, l'injustice sociale, le chômage, la récession, les misères des agriculteurs et la dépopulation des campagnes, bref, la politique faite depuis six ans. Il demandait un Gouvernement nouveau et non le même Ministère dont les membres changeaient seulement de portefeuille.

Je n'ai pas besoin de me présenter à vous. Vous me connaissez bien. Vous savez que je suis un Républicain sincère, un patriote qui, sur les champs de bataille, a défendu la France et le drapeau tricolore. Vous savez aussi que j'ai toujours soutenu vos intérêts et ceux de la circonscription.

DEFENSE DE L'AGRICULTURE

Pendant cette courte législature, je suis intervenu à plusieurs reprises et avec succès à la tribune de l'Assemblée Nationale pour la défense de l'Agriculture. J'ai demandé que la Dordogne soit considérée comme zone de rénovation rurale, comme nos voisins, le Lot, la Corrèze et la Haute-Vienne.

Nos paysans auraient ainsi la retraite viagère de départ à 60 ans au lieu de 65, des bourses plus nombreuses pour leurs enfants, des prêts à faible intérêt pour les investissements.

Je suis intervenu aussi au Parlement pour défendre **les intérêts des éleveurs** et aussi pour **les commerçants et artisans** pour obtenir des **aménagements de la T.V.A.** et enfin **contre les ordonnances** sur la Sécurité Sociale prises par le Gouvernement en raison des pleins pouvoirs et qui obligent les malades à payer davantage.

Je continuerai à défendre de toutes mes forces les agriculteurs menacés (prêts aux petits exploitants, indexation des prix, installation d'industries, crédits augmentés pour les adductions d'eau, les routes l'habitat rural, rétablissement du privilège des producteurs de fruits, protection contre les bangs).

On s'étonne d'ailleurs que le Gouvernement, en énumérant les mesures économiques qu'il compte prendre, **ait gardé un silence absolu en ce qui concerne les agriculteurs de notre région. Ceci explique leurs inquiétudes.**

Mon programme comporte aussi la défense des communes et des cantons menacés de suppression ; l'abaissement de la retraite à 60 ans, l'augmentation de la modique retraite des anciens combattants, des emplois pour les jeunes ; **la diminution des charges fiscales** et des **crédits largement ouverts pour les petites et moyennes entreprises industrielles,** et pour les exploitants agricoles. Car l'augmentation brusque de leurs charges risque de les faire disparaître, ce qui ruinerait notre région, augmenterait le chômage, aggraverait l'exode rural et la disparition des exploitations familiales.

DANS L'ORDRE POLITIQUE : UN TEMOIGNAGE IMPORTANT

Dans l'ordre politique, vous me connaissez bien. Je ne suis pas communiste, comme certains de mes adversaires tentent de le faire croire. Je n'ai jamais approuvé la doctrine de ce parti. Et chacun le sait parfaitement.

Mais je suis également contre le Pouvoir personnel qui réduit le Parlement à l'impuissance totale et tient en ses seules mains à la fois l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Il prend ainsi ses décisions sans que personne puisse les discuter ou s'y opposer. C'est le contraire de la République.

Particulièrement significative à ce point de vue est l'opinion de M. PISANI. Il était venu, il y a un an, alors Ministre, soutenir la candidature de M. BEYLOT, et il a fait un déjeuner et plusieurs réunions à Nontron et à Ribérac, pour inviter, vainement d'ailleurs les électeurs à voter pour l'U.N.R. Or, voici que pris par un scrupule de conscience, il a donné sa démission de député en dénonçant le Gouvernement comme responsable de la crise actuelle. « **Le Gouvernement** — écrit-il — **n'a su ni prévoir l'événement ni y faire face. Il a été absent aux heures d'angoisse. Il a été préoccupé de durer plus que de gouverner et de préparer notre avenir ».** Et M. PISANI demande que le Parlement soit restauré dans son rôle de législateur, de contrôle et de contestateur ». Il reproche au Gouvernement de jouer « sur la peur ». Et il l'accuse de vouloir partager la France en deux clans antagonistes : « Gaullisme ou Communisme ».

Voici donc que M. PISANI, qui était venu me combattre, à la demande de M. BEYLOT, il y a un an, au nom de l'U.N.R., tient exactement le même langage que je tenais alors et que je tiens aujourd'hui.

EN VUE D'UN AVENIR DIFFICILE

Des heures très difficiles attendent notre Pays. Pour les aborder, nous avons besoin d'hommes compétents connaissant les problèmes économiques et financiers, capables de les résoudre dans un esprit d'équité pour les citoyens les moins favorisés.

Mais nous avons besoin aussi de l'union des Républicains.

Autour de moi, dès le premier tour, je trouve réunis les radicaux, les socialistes, les hommes du centre qui d'ailleurs n'ont pas de candidat contre nous dans cette circonscription et nous soutiennent, tous les démocrates sincères amis de l'ordre, ennemis de la violence qui sont d'accord pour la défense du progrès social, de la Liberté et de la Paix, dans une Europe unie.

DANS NOTRE CIRCONSCRIPTION, DES LORS, VOTRE DEVOIR EST CLAIR :

Vous ne voterez pas pour PASSERIEUX, candidat du Parti Communiste.

N'égarez pas vos suffrages sur Jean POMS, du Bergeracois, totalement inconnu dans notre circonscription.

Vous ne voterez par pour BEYLOT, battu au Conseil Général, au Sénat, et deux fois très largement par moi-même à la députation. Il représente la politique du pouvoir personnel gaulliste, de la crise économique, du chômage, du désordre et de la misère paysanne qu'a condamné aujourd'hui publiquement son ancien patron PISANI. Chacun se souvient que l'an dernier PISANI est venu dans la circonscription soutenir BEYLOT, candidat avec ARNAUD qui est reparti à Dakar comme nous l'avions annoncé. PISANI, en accusant le Gouvernement d'être responsable de la crise actuelle, désavoue BEYLOT.

VOUS VOTEREZ DONC POUR GEORGES BONNET, dont vous connaissez la loyauté, le dévouement et l'autorité au Parlement, en Dordogne et en France.

VOUS VOTEREZ POUR GEORGES BONNET ET POUR ALAIN BONNET, candidat suppléant, Maire de Brantôme, Conseiller Général de Champagnac-de-Bélair qui a été élu Vice-Président de la Commission des Finances et membre de la Commission Départementale du Conseil Général. Vous connaissez tous Alain BONNET. Vous l'avez entendu, vous avez suivi ses actions, et en particulier ses brillantes et utiles interventions au Conseil Général.

Avocat à la Cour de Paris, jeune, plein de dynamisme et de talent, il est pour vous le meilleur garant de la continuité des idées républicaines et de la défense de ce Périgord que nous aimons tant.

VOUS POUVEZ NOUS FAIRE CONFIANCE. Ensemble, mes chers amis, nous continuerons de défendre la République et nos libertés, en essayant d'apporter toujours plus de bonheur dans notre région.

Vive notre Circonscription ! Vive la République ! Vive la France !

Georges BONNET
Ambassadeur de France
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1914-1918
Député sortant
CANDIDAT DE L'UNION DES REPUBLICAINS

Remplaçant éventuel :
Alain-Paul BONNET
Conseiller Général de Champagnac-de-Bélair
Maire de Brantôme
Vice-Président de la Commission des Finances du Conseil Général
Membre de la Commission Départementale

Imp. Joucla, Px.,

Vu : Le Candidat.